Méthodologie des exercices juridiques : cas pratique et fiche d'arrêt

Le cas pratique

Il doit être vu comme une sorte de consultation juridique dans laquelle les étudiants jouent le rôle de l'avocat. En présence de problèmes juridiques concrets, l'étudiant doit déterminer la règle de droit applicable, l'appliquer aux faits de l'espèce puis en tirer la conclusion pour le demandeur.

Il comporte une introduction et plusieurs parties en fonction des problèmes posés (en principe, une partie par problème, ce qui sous-entend qu'un cas pratique peut comporter plus de deux parties).

L'introduction

L'introduction comporte deux ou trois étapes.

Première étape. Si rien n'est précisé, l'étudiant doit résumer les faits. Pour autant, il doit éviter de recopier l'énoncé du cas pratique. Il lui faut faire l'effort de ne reprendre que les faits pertinents, ceux qui sont nécessaires à la résolution du cas.

Si l'étude des faits n'est pas demandée, l'étudiant peut passer directement à la seconde étape.

La seconde étape est celle de la **qualification juridique des faits**. Il s'agit de traduire les problèmes ou questions - expressément posés ou ceux que l'étudiant détermine au regard des faits - en termes juridiques.

Exemple : des conjoints ne souhaitent plus vivre ensemble. Il s'agira de déterminer s'ils peuvent divorcer ou s'ils peuvent obtenir une séparation de corps.

Exemple : Une personne a acheté un terrain pour y édifier un immeuble et découvre qu'il est inconstructible. Il s'agira de se demander si elle peut obtenir la nullité du contrat de vente pour erreur ou pour dol.

Troisième étape. Une fois que les problèmes posés ont été listés, il ne reste plus qu'à annoncer le plan. L'objectif étant de répondre aux questions explicitement posées ou à celles déduites des faits, le plan peut contenir autant de parties qu'il y a de points à résoudre.

Le corps du cas pratique

Pour chaque problème (par exemple le divorce, la séparation de corps, l'annulation du contrat pour erreur, l'annulation du contrat pour dol...), traité à chaque fois dans une partie, il convient de procéder en trois étapes.

-Énoncer la règle juridique applicable (et son fondement). A ce propos, il convient d'être extrêmement vigilant : il ne s'agit pas de tomber dans le travers de la dissertation et d'en profiter pour réciter son cours. Seule la règle juridique applicable en l'espèce doit être énoncée.

-Appliquer la règle juridique aux faits

-En tirer la/les conséquence(s) pour le demandeur

La fiche d'arrêt

Étape 1 : Lecture et compréhension de l'arrêt

La Cour de cassation peut **casser et annuler** l'arrêt attaqué ; l'affaire sera alors rejugée par une juridiction de même degré et de même nature que celle qui a rendu la décision attaquée.

La Cour de cassation peut aussi **rejeter le pourvoi** : dans ce cas, l'arrêt attaqué n'est pas annulé ; il doit toutefois être lu à la lumière de l'arrêt de la Cour de cassation qui aura pu préciser la décision des juges du fond.

La **structure d'un arrêt de cassation** est la suivante :

- **Plan** : *Sur le moyen unique / premier, deuxième, troisième moyen*
- **Visa** : *Vu l'article X du Code...*
- Règle abstraite (facultatif) : *Attendu que ce texte énonce que...*
- **Rappel de la procédure antérieure, des faits et de la solution donnée par la juridiction dont la décision est attaquée** : *il est fait grief à l'arrêt attaqué de... ; attendu que la cour d'appel a retenu que...*
- **La solution en droit/ les motifs de la Cour de cassation** : *Attendu que...*
- **Dispositif** : *En statuant ainsi... casse l'arrêt*

Notez l'absence des moyens.

La **structure d'un arrêt de rejet** est la suivante :

- **Plan** : *Sur le moyen unique / premier, deuxième, troisième moyen*
- **Rappel de la procédure antérieure, des faits et de la solution donnée par la cour d'appel** : *il est fait grief à l'arrêt attaqué de... ; attendu que la cour d'appel a retenu que...*
- **Solution donnée par la cour d'appel** – de manière très rapide - et **Arguments/moyens des demandeurs au pourvoi (divisés ou non en branches)** : *Attendu que X fait grief à l'arrêt de rejeter leurs demandes alors, selon le moyen, que...*
- **Réfutation des arguments/moyens des auteurs du pourvoi** : *Mais attendu que...*
- **Dispositif** : *rejet du pourvoi*

Nouvelle rédaction à partir d'octobre 2019 :

-faits et procédure,

-examen des moyens de pourvoi (énoncé du moyen et réponse de la Cour de cassation)

-dispositif de l'arrêt.

Disparition des « attendu que... »

Les **motifs possibles de cassation** sont les suivants :

1. **Cassation pour violation de la loi**
 - *Refus d'application* : le juge n'a pas appliqué la règle de droit applicable aux faits de l'espèce
 - *Fausse application* : le juge a retenu un mauvais fondement à sa décision, il n'a pas appliqué la bonne règle de droit
 - *Fausse interprétation* : le juge a mal interprété la loi
2. **Cassation pour défaut de base légale** : il s'agit de l'hypothèse dans laquelle le juge n'a pas suffisamment motivé sa décision pour que la Cour de cassation puisse effectuer un contrôle efficace. Il incombera alors à la juridiction de renvoi de faire de nouvelles recherches afin de rendre une décision mieux motivée. Il est

souvent (mais pas toujours) sous-entendu que, s'il n'y avait pas eu de défaut de base légale, si l'arrêt de la cour d'appel avait été suffisamment motivé, la solution eût été différente.

3. **Cassation disciplinaire** : il s'agit d'une cassation pour vice de forme (p. ex. absence de réponse aux conclusions des parties, dénaturation, défaut de motifs, etc.). Le fond n'est pas affecté : la Cour de renvoi pourra reprendre la même solution de fond, mais en respectant la procédure afin de ne pas reproduire le vice.

S'agissant des arrêts de rejet, le rejet des moyens du pourvoi sous-entend qu'il n'y a pas eu violation de la loi ou manque de base légale. Toutefois la Cour de cassation adopte parfois des **motifs spécifiques entraînant**

le rejet du pourvoi :

1. **Motif surabondant** : les juges du fond ont invoqué un motif inutile pour justifier leur décision, qui était déjà justifiée pour d'autres motifs. La Cour de cassation peut ignorer le motif surabondant, ou le critiquer. Dans ce dernier cas, même si l'arrêt attaqué n'est pas cassé et annulé, l'arrêt de rejet a la même force qu'un arrêt de cassation au regard du motif critiqué.
2. **Substitution de motifs** : les juges du fond ont pris la bonne décision pour de mauvaises raisons. La Cour de cassation substitue donc les motifs erronés des juges du fond par ses propres motifs, tout en confortant la décision sur le fond.

Étape 2 : Elaboration de la fiche d'arrêt

L'élaboration de la fiche d'arrêt est une étape importante, puisqu'elle permet de structurer l'introduction. Il s'agit de répondre à certaines questions (toujours les mêmes), dans un certain ordre (toujours le même), qui permettront de rédiger ensuite l'introduction du commentaire.

La *fiche d'arrêt* se compose des questions suivantes :

- **Quelle juridiction a rendu l'arrêt et à quelle date ?** (« La décision à commenter est un arrêt de la Première chambre civile de la Cour de cassation du 1^{er} mars 2019 »).
- **Quels sont les faits d'espèce ?** Il est conseillé de qualifier les protagonistes, ainsi ne pas parler de M. X ou de Mme Y, mais plutôt, par exemple, du demandeur, du bailleur, de la victime...
- **Quelle est la procédure ?** (on peut aussi traiter faits et procédure en même temps)
Si on le peut (les décisions sont parfois très précises sur ce point, parfois laconiques), on indique quelle juridiction de première instance a été saisie, par qui, ce qu'elle a décidé, qui a (le cas échéant) interjeté appel, quelle a été la décision de la cour d'appel (arrêt confirmatif ou infirmatif), qui s'est pourvu en cassation...
- **Quelle est la question de droit ?**
- **Quels sont les arguments des parties ?** Les arguments des parties peuvent être trouvés dans les motifs de la cour d'appel et les moyens du pourvoi.
- **Quelle est la réponse de la Cour ?** Est-ce que la Cour de cassation rejette le pourvoi ou censure-t-elle la décision attaquée ? Au visa de quelle règle de droit et en vertu de quel cas d'ouverture à cassation (s'il s'agit d'un arrêt de cassation)(par exemple, « La Cour de cassation casse et annule (ou censure) la décision attaquée au visa de l'article 1240 du Code civil pour défaut de base légale ») ? Quel raisonnement a-t-elle suivi ?